

ÉVA/ SION



LE GROENLAND, UNE OBSESSION AMÉRICAINE

Texte et photos Jean Marie Hosatte

Depuis 1870, les États-Unis cherchent à s'approprier cette île glacée à n'importe quel prix et par n'importe quel moyen. Pour assouvir leur soif de conquête et prendre le pouvoir sur le reste du monde.





Les petites maisons colorées de Nuuk, la capitale du Groenland territoire constitutif du Royaume de Danemark.

Un aigle roux plane au-dessus de la baie au fond de laquelle Nuuk s'accoutume à la lumière revenue. Le rapace vole bas au-dessus des blocs de glace qui encombrent l'eau devant la plus grande ville du Groenland avant de fondre sur une longue barre de HLM qui s'étire à l'aplomb des vagues et de la glace. L'oiseau s'abat sur la rambarde d'un balcon encombré de ces appareils hors d'usage que les familles pauvres du monde entier hésitent à jeter parce qu'ils pourraient servir un jour. L'aigle tourne le dos à la mer et, curieux, se met à observer ce qui se passe à l'intérieur d'un appartement.

Depuis quelques jours, le manège du rapace est devenu une attraction dans la ville minuscule qui semble hésiter à ressusciter après une interminable nuit polaire. Les curieux s'alignent sous la barre des immeubles. Penina profite de cette modeste affluence, il n'y a que 15'000 habitants à Nuuk, pour tenter de distribuer des tracts des témoins de Jéhovah :

– « Ne trouvez-vous pas que cet oiseau qui nous observe est un résumé de ce qui nous arrive ? Trump, l'aigle américain qui vole au-dessus de nous et se pose pour que nous puissions admirer sa puissance ? »

– « Et vous êtes séduits ? »

– « Flattés, un peu. Mais on n'y croit pas et nous ne sommes vraiment pas intéressés. »

Les sondages d'opinion autant que le résultat des élections législatives du 11 mars 2025 confirment les déclarations de la discrète Penina. Quatre-vingt-cinq pour cent des 57'000 habitants refusent les propositions de Donald Trump de racheter le Groenland au Danemark. La bonne blague !

CIBLE PRIORITAIRE

Les rieurs ont tort. Quand il déclare son intention d'acquérir le Groenland, en 2019, puis en 2024, le président des États-Unis n'est pas saisi par une bouffée délirante. Au contraire, ses intentions, exprimées avec la brutalité dont il a fait sa marque de fabrique, s'inscrivent dans l'épaisse chronique des tentatives étasuniennes d'en-gloutir ce territoire.

L'affaire est proposée une première fois à Copenhague vers 1870, par le secrétaire d'État William Seward qui vient juste de conclure l'achat de l'Alaska avec la Russie tsariste. Les Danois qui ont colonisé le Groenland en 1721

À Nuuk, l'Amérique est déjà là, du moins dans l'imaginaire collectif.





Des icebergs échoués sur une plage à Nuuk.

rejettent l'offre. Les États-Unis reviennent à la charge en 1910. L'Ambassadeur Maurice Egan transmet à la Couronne danoise une proposition d'échange du Groenland contre un gros morceau de terres aux Philippines. Nouveau refus. Les États-Unis ne renoncent pas. Ils renouveleront leur offre d'achat régulièrement jusqu'au *deal* imaginé par Donald Trump.

Cette obsession américaine pour le Groenland vibre au rythme des humeurs du pays. Chaque fois que les Américains se sentent menacés, le Groenland devient la cible prioritaire de leurs pulsions impérialistes. Entre 1880 et 1910, le capitalisme américain traverse une phase de profonde dépression morale. L'ensemble de la planète a fini d'être exploré et cartographié. On connaît les limites du monde et on peut estimer la quantité de ressources disponibles pour faire tourner la machine des affaires. La conclusion s'impose d'elle-même :

il n'y en aura pas pour tout le monde. Ne survivront que les nations assez puissantes pour se saisir des terres, des routes maritimes, des gisements de minéraux, de bois, de pétrole, de main-d'œuvre mal payée dont elles ont besoin pour alimenter leur croissance. Les autres disparaîtront. Lépine écrit alors que : « *L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme* » et l'Amérique, saisie par « l'angoisse du monde fini » semble s'efforcer de lui donner raison.

REMÈDE DU PESSIMISME

Le capitalisme américain du début du XX^e siècle est fondamentalement pessimiste. La perspective d'accaparer le Groenland, ce désert regorgeant de ressources, lui remonte le moral. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce n'est plus la peur de manquer qui inquiète les États-Unis, mais celle d'avoir à entrer en guerre contre l'Union soviétique. En 1946, l'armée américaine est installée

au Groenland. Elle y a été invitée par les représentants du gouvernement du Danemark qui n'ont pas subi l'occupation de leur pays par les nazis. Dès 1940, l'importance du Groenland dans le dispositif militaire que les Alliés déploient face à l'Allemagne est une évidence. Les stations météo que l'on y a implantées permettent de mieux préparer des opérations majeures, dont le Débarquement du 6 juin 1944. Les bombardiers en mission sur l'Europe peuvent se ravitailler sur les premiers aérodromes du Groenland. Dans le sud de l'île, on a découvert les plus gros gisements de cryolithe, un métal essentiel à la fabrication des avions que l'Amérique envoie en vagues serrées pour écraser le Reich. Dans la perspective d'une guerre contre l'URSS, les États-Unis redemandent le Groenland au Danemark et pensent conclure l'affaire en mettant 100 millions de dollars sur la table.

C'est cher payé pour un désert glacé dont les Danois ne savent pas vraiment que faire. Mais Copenhague ne se montre pas intéressé. Les Américains complètent leur offre en rajoutant des morceaux d'Alaska, imbibés de pétrole. Le premier ministre danois met un terme aux négociations.

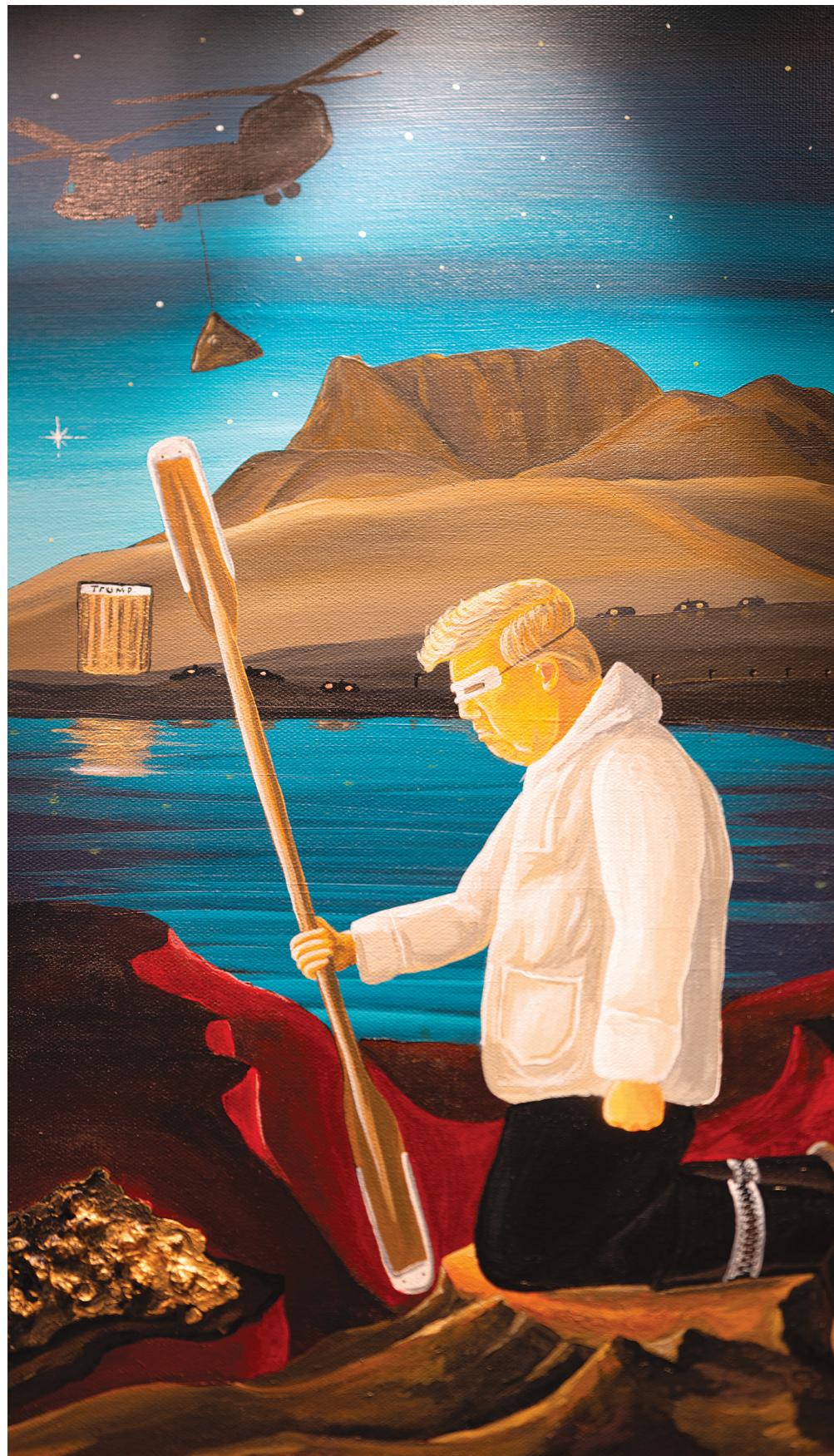
Les États-Unis ne perdent pas tout. Le Danemark les autorise à maintenir une présence militaire permanente sur l'île. Les Américains construisent Thulé Air Base dans le nord du Groenland. Les cibles soviétiques prioritaires sont désormais à portée de l'US Air Force. Et puis, petit à petit, le Groenland va les obséder beaucoup moins. Des progrès dans la technologie militaire ont rendu obsolètes les missiles intercontinentaux. Le Pentagone dispose d'autres moyens, plus efficaces, de vitrifier l'Union soviétique.

Ce désintérêt provisoire s'explique surtout par le fait qu'après 1945, le capitalisme américain a retrouvé son optimisme. L'ère de la mondialisation heureuse a commencé. Elle se terminera dans les années 2010. Pendant ces trois quarts de siècle, le monde, entraîné par une Amérique rassurée sur son avenir oublie que ses ressources sont limitées. Les frontières tombent, y compris celles du bloc soviétique. Les oligarques russes bradent les ressources de leur pays. La Chine semble s'accommoder du rôle d'atelier du monde que les puissances dominantes lui ont attribué. L'Amérique néolibérale et libre-échangiste se désintéresse du Groenland.

FONTE DES GLACES

Les choses changent brutalement après l'inévitable retour au réel écologique. Pendant que le monde était plongé dans son rêve de croissance

Donald Trump est forcément devenu une source d'inspiration chez les artistes groenlandais.





Une barre HLM dans la périphérie de Nuuk.

infinie, les ressources disponibles n'ont pas augmenté. En août 2019, un mois exactement après avoir ordonné à la NASA de se préparer à envoyer des humains sur la Lune avant 2024, Donald Trump remet sur le tapis la question de l'achat du Groenland. S'il fait une offre aux Danois, c'est par pur altruisme. L'Amérique peut débarrasser le Danemark de ce Groenland qui: «Lui fait beaucoup de mal parce qu'ils perdent 700 millions de dollars chaque année pour l'entretenir.»

Trop d'ennuis, trop d'affaires, trop de procès empêchent Trump de mener son projet de prise de contrôle du Groenland avant la fin de son premier mandat. Mais, aussitôt réinstallé dans le Bureau ovale, il ressort le dossier groenlandais. Pour lui c'est une urgence vitale. Pendant les quatre années de la présidence Biden, Trump a vu d'inquiétantes nuées se rassembler au-dessus de la tête du capitalisme américain.

Prophète du climatoscepticisme, il ne rate aucune occasion d'attaquer ceux qui affirment que le monde change, et pas pour le mieux, à cause de l'accumulation des gaz à effets de serre. Cela n'empêche pas le président américain de mener une politique qui tient compte des bouleversements climatiques irréversibles que nous commençons à subir. C'est un autre de ces paradoxes

trumpiens qui bouleversent le monde. S'il pensait vraiment ce qu'il dit, Trump ne se préoccupera pas de la fonte des glaces arctiques. Mais le phénomène l'inquiète. D'ici 2045, peut-être un tout petit peu plus tard, l'océan sera navigable la plus grande partie de l'année entre le Groenland et le Canada. L'ouverture de ce passage du Grand Ouest va bouleverser la carte des grandes routes commerciales maritimes. La Chine et la Russie s'y sont préparées.

MENACE EXISTENTIELLE

Pour contrer cette menace considérée comme existentielle, les États-Unis n'ont d'autre solution que de s'emparer du Groenland pour contrôler le Grand Passage de l'Ouest par lequel transitera bientôt une large part du trafic maritime commercial et militaire du monde.

La rareté de tout ce qui permet à la machine capitaliste de fonctionner est le deuxième péril qui menace l'Amérique. L'océan de pétrole qui, selon Trump, clapoterait dans le sous-sol américain n'est pas si profond. Le président peut bien promettre à la Silicon Valley, toute l'énergie dont elle aura besoin pour développer et alimenter l'IA, les minéraux indispensables à la fabrication de milliards de machines intelligentes viendront fatallement à manquer.



Le Groenland, un désert de glace où vivent 57'000 habitants.

Les réserves inexploitées du Groenland pourraient retarder l'échéance de quelques années. Le sous-sol de l'île glacée recèlerait 36,1 millions de tonnes de terres rares (44 millions pour la Chine, 21 millions au Brésil), dont 1,5 million de tonnes seraient immédiatement exploitables. Le Groenland dispose également de gisements de 17 métaux dont l'industrie de la fin du XXI^e siècle aura un besoin vital. On pourrait aussi y exploiter du graphite, du lithium, du cuivre, des minéraux considérés comme «critiques» pour la transition énergétique. Enfin, les réserves en hydrocarbures du Groenland sont estimées à 36 milliards de barils équivalents pétrole.

Aujourd'hui, une petite partie de ces richesses est économiquement et techniquement exploitable. Mais pour les États-Unis, l'enjeu n'est pas d'extraire ce pétrole et ces minéraux pour les mettre sur le marché rapidement. L'important est de contrôler ces ressources pour que les autres nations, toutes considérées comme des adversaires, n'en disposent ni demain ni dans un siècle.

Le capitalisme pessimiste ne cherche plus à accumuler des profits, mais à se constituer des rentes. La victoire ne va plus à celui qui vend les meilleurs produits, au meilleur

prix, au plus grand nombre de clients possible, mais à celui qui a le monopole d'une ressource. La fortune ne sourit plus à celui qui fabrique et vend, mais à celui qui possède et monopolise.

Le retour à l'esprit de conquête est une autre explication à la volonté de Trump d'accaparer le Groenland et ses richesses. L'île doit devenir cette nouvelle frontière à remporter sans laquelle les États-Unis ne peuvent pas être l'Amérique. Et le Groenland est une ambition idéale. Elle sera si dure à exploiter que de cette épreuve émergera une meilleure génération d'Américains. Joe Lonsdale estime qu'il est «sain d'avoir une frontière à conquérir. D'avoir cet état d'esprit. Cela ouvre de nouvelles perspectives, de nouvelles possibilités de créer de nouvelles choses. L'ouverture (au Groenland) d'une nouvelle frontière pour des hommes d'Occident va forger un peuple nouveau, endurci par le climat glacé et les difficultés terribles du terrain.» Joe Lonsdale, un très proche de Trump, est le fondateur, avec Peter Thiel et Alexander Karp, de Palantir Technologies, une société de traitement de l'information, devenue un rouage essentiel du Renseignement et de la Défense des États-Unis.



En 2019, pour soulager la pression que Trump et ses proches exercent sur son pays dans l'espoir de s'offrir le Groenland, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, essaie de lui faire comprendre que: «*Dieu merci, le temps où vous pouviez acheter et vendre d'autres pays est maintenant révolu...*» Cet argument n'est pas entendu. Mette Frederiksen n'a pas pris en compte le fait que Donald Trump s'est donné le président Andrew Jackson comme modèle politique. Le 7^e président a laissé sa trace dans l'histoire des États-Unis pour avoir mené une impitoyable campagne de dépossession et de relégation des Amérindiens dans les années 1830. Pour lui, les peuples premiers d'Amérique n'avaient aucun droit ni juridique ni moral à s'opposer à la saisie de leurs terres parce qu'ils n'en faisaient rien d'utile alors que les pionniers américains avaient l'intention d'en faire un bien meilleur usage.

INUITS HORS JEU

En 2025, aussitôt revenu aux affaires, Trump envoie J.D. Vance tenir aux Danois le genre de discours que les officiers de l'US Cavalry devaient infliger aux chefs Séminole, Creek ou Cherokee. À peine débarqué sur

la base militaire américaine de Pittufik, le vice-président reproche au Danemark de ne pas faire du bon travail au Groenland. L'île n'est pas sécurisée et elle pourrait être facilement raflée par une autre puissance que les États-Unis. Ses richesses sont sous-exploitées et la population inuite ne semble pas nager dans le bonheur. Pour Trump, ce territoire est trop précieux pour le laisser sous le contrôle d'une nation qui n'en fait rien parce qu'elle n'a pas les moyens humains et techniques d'exploiter des richesses indispensables aux autres pays. Ce réquisitoire s'inscrit dans la pensée de l'amiral Alfred Mahan, le penseur de l'impérialisme maritime américain de la fin du XIX^e siècle. Mahan posait en principe: «*Qu'il n'y a nul inaliénable droit pour aucune communauté à contrôler l'exploitation d'une région quand elle le fait au détriment du monde en général.*» Toute l'entreprise coloniale occidentale s'est construite sur cette idée déclinée en français, en allemand, en japonais, en afrikaans... L'affaire du Groenland finira par se régler entre le Gouvernement danois et les Américains. Les Inuits ne sont pas vraiment invités à participer au débat. Toutes les objections qu'ils pourraient voir à devenir une marchandise,



Dans les boutiques, le message des Groenlandais est sans équivoque.

objet d'une simple transaction commerciale, devraient être étouffées sous d'épaisses liasses de dollars.

Mais les promesses de Trump de rendre riches au-delà de leurs espérances tous les habitants du Groenland ne suffisent pas à lui rallier la population autochtone. L'entreprise de charme de Trump et de ses émissaires ne dissipe pas la méfiance des Inuits qui ont une idée assez claire de ce qui les attend. Aucun d'entre eux n'a envie de vivre la vie des Inuits d'Alaska ou du Canada, confinés dans des réserves et dépendants des allocations versées par la puissance publique pour survivre.

STÉRILISATION FORCÉE

Cette inquiétude ne leur fait pas paraître plus légère la tutelle de Copenhague qui, tout en accordant une très large autonomie à la population de l'île, s'est longtemps comporté avec elle comme une simple puissance coloniale. La population autochtone ne pardonne pas aux Danois la politique de stérilisation forcée que les femmes du Groenland ont subie entre les années 60 et 70.

Aujourd'hui, les Groenlandais s'insurgent contre les tests d'évaluation des compétences parentales qui peuvent se terminer par le retrait d'un enfant de sa famille.

Les Danois n'ont pas l'exclusivité de leurs foudres. L'Europe n'est pas très bien vue non plus, depuis qu'en 1985 le continent a ouvert les eaux du Groenland à ses propres pêcheurs. Aujourd'hui, les stocks de poisson sont en chute libre. Devenu très méfiant, le Gouvernement autonome de l'île veut à tout prix freiner l'emballage des grandes puissances qui viennent le solliciter, les mains pleines de contrats et de projets. La proposition des Chinois de construire un aéroport flambant neuf à Nuuk en échange du contrôle des ports du Groenland a été refusée. Pour ralentir la délivrance des permis d'exploration minière, l'extraction de l'uranium a été interdite. En 2021, un plan «Groenland blanc» a été mis en place pour préserver l'environnement de l'île que pourraient menacer le rejet de déchets miniers ou une marée noire provoquée par l'échouage d'un navire de gros tonnage sur ses côtes. Le but de ces mesures est de sortir de l'urgence et d'éviter

que l'île, frappée par une catastrophe majeure, ne soit obligée de demander de l'aide à l'une des puissances qui la convoitent.

CITÉS IDÉALES

Parmi celles-ci se trouvent les libertariens américains qui ont soutenu Trump pendant sa dernière campagne et qui tentent d'inventer une nouvelle forme d'organisation politique capitaliste débarrassée de toute forme de contrainte démocratique. Pas de suffrage, pas de Constitution, pas de réglementations et surtout aucune limitation à la liberté de l'élite qui dirigera ces objets politiques dont on commence à beaucoup parler, mais que l'on peine à identifier. On y établirait des *Charter Cities* où le capitalisme dans sa forme chimiquement pure pourrait se développer sans qu'aucune loi, aucune régulation ne vienne gêner la liberté – surtout celle d'une élite technologique – d'entreprendre et de devenir riche.

Le Groenland serait un terrain d'expérimentation idéal pour établir ces villes nouvelles. Des projets existent déjà et ceux qui les développent disposent de sommes

considérables mises à leurs dispositions par quelques grandes figures du monde de la Tech. Marc Anderseen, un des plus avisés des serial investisseurs de la Silicon Valley, apôtre du techno-optimisme, étudie de près les plans de Freedom City au Groenland. Joe Lonsdale, qui ne manque aucune occasion de rappeler que le Groenland doit devenir américain, ne nie pas avoir investi dans la création de la cité libertarienne en Arctique. Peter Thiel, milliardaire ultraréactionnaire, ne manifeste publiquement aucun intérêt pour ce projet. Mais ses investissements dans Pronomos ne sont pas un mystère. La société dirigée par Patri Friedman, le petit fils de l'économiste Milton Friedman, a été créée dans le but d'édifier des *Charter Cities* partout où des populations en difficulté appelleraient à l'aide leurs colonisateurs libertariens. La liste des investisseurs de Pronomos compte un certain nombre de grosses fortunes de la Tech qui voudraient que l'Amérique renoue avec son «Destin Manifeste», une idée du XIX^e siècle selon laquelle les États-Unis, nation d'exception, ont reçu de Dieu la mission de conquérir sans cesse de nouveaux territoires. Il était donc logique

À Nuuk, le fameux «Grand Passage» que Donald Trump veut absolument contrôler est surveillé en permanence par les radars.



que l'entreprise investisse dans Praxis, une start-up dont le but est de construire dès que possible, une ville libertarienne au Groenland. Dryden Brown dispose de 525 millions de dollars pour faire avancer son affaire.

THE NERD REICH

Un jour de l'été 2024, il s'est rendu à Nuuk pour expliquer aux députés groenlandais qu'il souhaitait acheter le pays et sa population. Sa proposition a été fraîchement accueillie. L'entrepreneur s'est montré très surpris que les personnes qu'il souhaitait acquérir, animées par une «sorte de fierté» aient trouvé sa démarche «condescendante». Si les Groenlandais s'étaient montrés un peu moins orgueilleux, Brown est convaincu qu'ils auraient été enthousiasmés par son projet. Praxis sera une ville de l'intelligence scientifique et technologique dans ses formes les plus abouties. On y fera des affaires et des recherches. La population sera composée de trois castes: les guerriers, les prêtres et les marchands. Leur ville sera alimentée en énergie par des réacteurs nucléaires miniaturisés. Elle sera si vaste que l'on s'y déplacera dans des navettes à

très grande vitesse, propulsées dans des tunnels creusés dans la glace. Praxis aura la beauté classique des grandes villes européennes, mais elle pourrait être accessible aux autochtones. C'est à Praxis que les astronautes américains s'entraîneront aux voyages vers Mars sur lesquels Elon Musk continue de travailler d'arrache-pied.

La presse américaine, intriguée par le fait qu'un homme de 28 ans, au bagage universitaire modeste, dispose d'un demi-milliard de dollars pour mener à bien une entreprise d'impérialisme high-tech, a beaucoup enquêté sur Dryden Brown. On s'est aperçu que le jeune entrepreneur s'était façonné intellectuellement tout seul en étudiant les œuvres de Julius Evola, Oswald Spengler, Alexandre Dugin, René Girard et bien sûr Mencius Moldbug, l'homme qui pense que l'on ne peut pas aimer la liberté sans haïr la démocratie. Si les plans de Brown se réalisent, sa Praxis du Groenland deviendra ce que certains appellent déjà: *The Nerd Reich*. Pour l'instant, Dryden Brown ne comprend toujours pas pourquoi son projet de cité idéale inquiète autant. «C'est pourtant ce que Trump veut!» dit-il pour se défendre. ■

Un Inuit arborant le drapeau du Groenland. La partie blanche supérieure du pavillon figure les glaciers, qui recouvrent 80% de l'île. La partie rouge inférieure représente, elle, la mer.

